

9 mars 2007 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, notamment sur la lutte de l'Union européenne contre le changement climatique, l'avenir des institutions communautaires et sur les avancées de la construction européenne, à Bruxelles le 9 mars 2007.

LE PRESIDENT -Mesdames, Messieurs, je voudrais tout d'abord saluer et remercier la Présidence qui, à tous égards, a été excellente, pour la préparation et pour le déroulé d'un Conseil qui, à mes yeux, fait partie des grands moments de l'histoire de l'Europe. Ce n'était pas facile à gérer et Madame MERKEL l'a fait avec beaucoup d'intelligence et beaucoup d'élégance. Je lui exprime ma reconnaissance.

Pourquoi était-ce un Conseil important ? Parce qu'il s'agissait de traiter les problèmes touchant à l'énergie et au climat. Ce sont des questions majeures. On le sent bien dans toutes les opinions publiques, pour les Français, les Européens et plus généralement pour tous les citoyens de la planète. Ce Conseil est parvenu à un résultat extrêmement positif qui permet à l'Europe de montrer que, première dans le monde, elle prend conscience d'un problème majeur et apporte des solutions à ce problème.

Pourquoi y ai-je attaché une importance toute particulière ? Parce que c'est pour une large part à l'initiative de la France, que le Conseil européen avait décidé le principe d'une nouvelle politique européenne de l'énergie qui intègre l'enjeu climatique.

Nous avons franchi aujourd'hui une étape décisive, avec l'adoption d'un plan d'action ambitieux et vous noterez, je l'espère, que ce plan d'action ambitieux reprend la quasi-totalité des propositions que nous avons faites.

L'Europe affirme ainsi son leadership dans la lutte contre le changement climatique, en se fixant un objectif unilatéral de réduction de ses gaz à effet de serre de 20% d'ici 2020. Cet engagement pourra, le cas échéant, être porté à 30%, dans le cadre d'un accord post-Kyoto qui engagerait d'autres pays importants de la planète à effectuer la même démarche et à assumer le même effort. C'est un signal très fort.

Au moment où le débat sur le climat préoccupe de plus en plus, à l'évidence, les citoyens du monde, où ce débat commence à prendre de la consistance en Amérique du Nord, et où la Chine commence à prendre conscience de l'urgence écologique, l'initiative et l'exemple européens étaient particulièrement opportuns.

L'Europe s'engage concrètement sur le chemin de la division par quatre de ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. C'est en fait une véritable révolution de son mode énergétique. De même, nous engageons un effort majeur d'efficacité énergétique, avec 20% d'économies d'énergie d'ici à 2020. Les deux objectifs étant bien entendu cohérents.

Nous lançons des investissements considérables dans le développement des énergies faiblement carbonées. La France, première productrice d'énergies renouvelables en Europe, soutient l'objectif contraignant -le mot a été discuté et admis par tout le monde- de 20% d'énergies renouvelables et de 10% de biocarburants en 2020.

Mais les énergies renouvelables ne sont qu'une partie de la réponse et ne suffiront pas à atteindre

nos objectifs climatiques. Toutes les études, et notamment celle de la Commission, en témoignent. C'est pourquoi la France a insisté pour replacer les énergies renouvelables dans le cadre plus large des énergies faiblement carbonées, y compris le charbon propre, qui exige encore un certain nombre d'investissements, et l'énergie nucléaire.

Voilà le pas important. Ne vous y trompez pas. Ce pas est de la même nature que les évolutions qui ont eu lieu depuis quelques années avec la création de l'Euro et avec l'Europe de la Défense. L'Europe écologique, c'est également un pas extrêmement important et qui marquera, j'en suis sûr, la vie de notre planète. L'Europe a démontré qu'elle était capable sur des sujets infiniment complexes et délicats de s'unir et de faire preuve de volonté, de détermination, et d'aller de l'avant. Ce qui prouve tout de même, je le dis aux sceptiques professionnels, qui existent partout dans le monde, à l'égard de l'Europe, que véritablement il y a là quelque chose d'assez exceptionnel et qui doit être souligné et remarqué.

C'était la raison essentielle de l'importance que j'attachais à ce Conseil.

Nous avons néanmoins discuté d'autres choses. Nos discussions sur le 50e anniversaire du Traité de Rome, notamment à l'occasion du dîner hier soir et à l'initiative de la Chancelière, ont permis de constater une très grande convergence de vues. Nous nous retrouverons d'ailleurs dans quinze jours à Berlin autour de la Chancelière. J'ai réaffirmé mon soutien à une déclaration ambitieuse, le 25 mars. Ambitieuse pour rappeler l'importance vitale du projet européen, qui est le garant de la démocratie, de la paix et de la prospérité pour l'Europe. On ne doit jamais oublier cela. On peut toujours voir les choses par le petit bout de la lorgnette, mais l'Europe, c'est en réalité le gage, la garantie fondamentale de la paix, de la démocratie et de la stabilité.

Pour une déclaration ambitieuse, également, pour l'avenir et les grands défis du monde moderne. J'ai insisté sur la dimension humaniste du projet européen, sur la dimension culturelle d'une Europe respectueuse des identités et forte de sa diversité. Pour une ambition sociale aussi, indissociable de sa dimension économique, car l'Europe ne peut espérer réussir dans la mondialisation qu'en s'appuyant sur la cohésion sociale.

Sur la question institutionnelle, nous sommes dans une séquence qui va de la Présidence allemande à la Présidence française. Séquence difficile, mais qu'il faut assumer. Vous connaissez ma position : la réforme institutionnelle est nécessaire pour le bon fonctionnement du système européen et nous devons, pour cela, repartir des équilibres du traité institutionnel, en mettant en exergue l'exigence de la démocratie et ce qui a été exprimé par les Français, et ensuite par les Néerlandais.

Nous avons également fait le point sur la mise en oeuvre de la Stratégie de Lisbonne. Les réformes, notamment en France et en Allemagne, commencent à porter leurs fruits. Ailleurs aussi, d'ailleurs. La croissance est désormais solidement ancrée au dessus de 2% et le chômage recule. Nous venons d'avoir les derniers chiffres de l'INSEE, qui ramènent de 8,6 % à 8,5% le taux de chômage aujourd'hui. Nous devons poursuivre ces efforts face au durcissement de la compétition mondiale. Ces réformes nécessaires doivent être menées dans le respect de notre modèle social européen. C'est ainsi que la France a obtenu, par exemple, les garanties qu'elle souhaitait sur le financement du service postal universel. Vous saviez l'importance que nous attachions à ce problème.

Enfin, nous avons abordé les questions internationales et, en particulier, les questions du Moyen-Orient, d'une part sous l'angle des décisions qui ont été prises au Sommet de la Mecque, et qui ouvrent une voie dont on peut espérer qu'elle conduira petit à petit à l'entente et à la paix, et donc à la stabilité. Nous n'avons pu qu'approuver ce processus de la Mecque. Nous avons évoqué aussi la situation toujours difficile et dangereuse au Liban et, notamment, la nécessité, pour le Liban, de mettre en oeuvre dans les plus brefs délais le tribunal international qui a été décidé par l'ONU et qui permettra de donner un élément nécessaire de dissuasion à l'égard de ceux qui, dans cette région, font de l'assassinat une technique normale de gestion politique. Ce tribunal devrait permettre à l'ensemble des Libanais, quelle que soit leur origine et leur confession, de se rassembler au service d'un Liban libre, indépendant et respecté par les pays qui l'entourent.

M. Besson a ensuite fait quelques déclarations. Ce sera le président simplement dire en conclusion, c'est tout.

voilà ce qui a été fait aujourd'hui. Ce que je voudrais simplement dire en conclusion, c'est que ce Conseil a eu un résultat majeur, avec l'adoption d'une stratégie énergétique exemplaire : exemplaire à l'égard du monde, exemplaire à l'égard du défi du réchauffement climatique. Je suis vraiment heureux de souligner que la France y a eu un rôle essentiel depuis déjà plusieurs mois, on peut dire depuis deux ans, et qui s'est concrétisé aujourd'hui alors que beaucoup de voix pessimistes s'étaient interrogées sur la capacité de rassembler tous les Européens autour d'un même objectif. Ceci s'est traduit aujourd'hui par une décision fondamentale et exemplaire pour l'avenir du monde et de ses habitants.

QUESTION - Hormis le rendez-vous de Berlin, c'est peut-être votre dernier Conseil. Ma question ne sera pas de savoir si vous allez vous représenter, mais de connaître le bilan que vous tirez de ces douze années passées dans les sommets européens, dans les Conseils européens ?

LE PRESIDENT - L'Europe était une fantastique aventure et qui n'était pas évidente, en particulier pour des Français, dont on connaît l'attachement profond, traditionnel, historique à l'égard de leur terre, de leur histoire, de leur culture, de leur patrie. Il y a eu d'abord une conviction à faire naître et à développer. Cette conviction s'est ancrée, petit à petit, dans les cœurs et dans les esprits. Tous les gouvernements qui se sont succédés, quelle que soit leur origine politique, y ont naturellement participé, et de façon positive. Ce qui a permis d'arriver au résultat que nous connaissons aujourd'hui.

Vous me demandez quelle est ma participation, en quelque sorte, à ce bilan global, depuis une dizaine d'années ? Je vous dirais qu'il y a trois éléments qui me semblent justifier cet engagement.

Le premier, cela a été la détermination que j'ai eue au moment de l'euro. Il n'est pas sûr que l'euro se serait fait si, à l'époque, on n'avait pas pris la position que nous avons eue. Une position courageuse.

La deuxième, c'est la défense. La France a été, j'ai été, tout à fait à l'initiative dans le domaine de la défense. Depuis nos premiers entretiens avec Tony BLAIR, nous avons développé de façon importante une Europe de la défense. C'est fondamental à tous égards parce que c'est un élément qui se développe et qui explique, ou justifie, une Europe qui soit unie et qui se veut en sécurité.

Le troisième élément, pour rester dans l'essentiel, c'est l'écologie. C'est un combat de plus en plus cher aux Français, car nos concitoyens se rendent compte de l'importance qu'il y a à préserver la nature. Et les événements que l'on observe, hélas, aujourd'hui, notamment en matière climatique, ne font que renforcer cette peur, cette crainte justifiée de laisser certains jouer aux apprentis sorciers. Cette dimension écologique devait évidemment prendre corps au sein de l'Europe, qui avait vocation à être exemplaire dans ce domaine. Cela a été un combat que j'ai toujours mené, pour ma part, depuis longtemps, et qui aboutit aujourd'hui. C'est pour moi une très grande satisfaction.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez rendu hommage à la présidence allemande. Dans votre for intérieur, ne souhaiteriez-vous pas être ici pour le sommet de clôture de la présidence allemande au mois de juin ?

LE PRESIDENT - Ecoutez, nous verrons les choses en leur temps.

QUESTION - Toujours sur ce sujet du bilan européen, n'avez-vous pas un regret tout de même sur l'histoire de la Constitution européenne ? Et avec le recul, ne vous dites-vous pas "j'aurais pu mieux faire comprendre aux Français l'intérêt de cette Constitution" ?

LE PRESIDENT - C'est une bonne question. C'est vrai, nous avons échoué au référendum. Pour vous dire toute la vérité, j'ai même été un peu surpris. Ce qui prouve que, finalement, la démagogie a ses avantages...

Je veux dire par là qu'on a trompé les Français dans cette affaire. On leur a dit : "voter contre, cela permet en fait de voter contre le gouvernement, contre les institutions et cela n'a pas d'importance, car ne vous y trompez pas : il y a un plan B qui est au fond de la poche et qu'on va vous sortir avec des papillotes". Alors que ceux qui tenaient ce raisonnement, ceux qui avaient une responsabilité et une expérience, savaient très bien qu'ils mentaient aux Français et qu'il n'en était rien.

Les Français se sont laissés tenter par cette réaction un peu contestataire. Ce que je peux parfaitement comprendre, même si je le regrette. Je suis désolé de ne pas avoir fait, peut-être, tout ce qu'il aurait fallu pour éviter ce qui a été une mauvaise chose pour l'Europe et pour la France.

QUESTION - Monsieur le Président, que pensez-vous de la proposition faite hier soir par Nicolas SARKOZY, de créer d'un ministère de l'immigration et de l'identité nationale ?

LE PRESIDENT - Je n'ai pas de commentaire à faire sur des décisions qui seront prises après l'élection du Président de la République et la formation d'un nouveau gouvernement.

QUESTION - Monsieur le Président, pensez-vous que la visite de M. SOLANA en Syrie est une bonne idée et que l'Europe et les Etats-Unis doivent faire encore plus pour rassurer la Russie sur le projet de bouclier anti-missile en Pologne et en République tchèque ?

LE PRESIDENT - Tout d'abord, j'approuve sans réserve -d'ailleurs, j'ai eu un très long entretien avec lui hier soir et aujourd'hui- l'initiative de M. SOLANA, qui est d'ailleurs une initiative de l'Union européenne. M. SOLANA part avec un message clair, élaboré et qui bénéficie du consensus général. Donc, je l'approuve tout à fait. Ce sur quoi j'avais émis des réserves, c'était le fait que certains ministres allaient en ordre dispersé engager des discussions sur un sujet qui nécessite une complète cohérence d'action de la part de l'Union européenne. D'ailleurs, cela a eu, à chaque fois, des effets négatifs, toujours soulignés, notamment par la presse. On a donc décidé que l'Europe parlerait d'une seule voix, que cette voix serait celle de M. SOLANA, qui est un homme à la fois compétent et qui consulte d'abord tout le monde avant de prendre des positions et qui, dans cet esprit, va faire une visite qui commence par une rencontre avec le Premier ministre libanais, puis le Roi d'Arabie saoudite et, ensuite, le Président syrien. Je ne peux donc qu'approuver cette initiative et je fais toute confiance à M. SOLANA qui, je le répète, part avec une feuille de route européenne.

Vous parlez aussi de cette décision qui a été prise, de renforcer les systèmes de défense américains en Europe de l'Est. Ce que je peux vous dire, c'est que nous devons être très attentifs, pour ce qui est de ce projet, à ne pas favoriser la création de nouvelles lignes de division en Europe, ou le retour à un ordre dépassé. Ce projet soulève donc, à mon avis, de nombreuses questions, auxquelles il faudra réfléchir avant de répondre.

QUESTION - Monsieur le Président, ne pensez-vous pas, alors que l'on constate que l'opinion publique française est assez majoritairement eurosceptique aujourd'hui, qu'à l'avenir, il faudrait que les choix européens soient débattus plus largement sur la scène nationale, et non plus dans le huis clos des sommets -je pense aux choix d'élargissement, au choix de la Turquie ? Tous les grands choix européens ne méritent-ils pas des débats plus larges ?

LE PRESIDENT - Vous avez entièrement raison. Le problème, c'est qu'on le dit après coup. Je veux dire par là que l'Europe n'est pas un sujet qui mobilise spontanément les opinions publiques. Et c'est un tort. Alors, peut-être que l'on n'a pas fait tout ce qu'il fallait pour les mobiliser suffisamment. Je vous rappelle toutefois que c'est moi qui ai fait modifier la Constitution pour que, dorénavant, toute nouvelle entrée dans l'Union européenne -ce qui suppose évidemment un grand débat- soit décidée par la voix du référendum. C'est tout à fait dans l'esprit de ce que vous dites et je suis donc tout à fait favorable à ce que l'on fasse le maximum pour développer ces débats. J'observe malheureusement que ces débats ne se développent pas spontanément, sauf en période de crise.

QUESTION - L'Europe, selon vous, est-elle bien ou mal traitée dans le débat politique de la campagne présidentielle actuellement ?

LE PRESIDENT - Honnêtement, je trouve qu'elle est bien traitée dans le débat politique. Chacun s'exprime, en fonction de ses sensibilités, de ses ambitions, de celles qu'il nourrit pour la France, et donne son point de vue. Je trouve que le débat est en tous les cas mieux traité qu'il ne le fut au moment du référendum. Ce que j'ai entendu dans ce débat, jusqu'ici, m'a paru sérieux.

QUESTION - Admettons que vous partiez. Allez-vous partir l'esprit tranquille quant à l'avenir de la France ?

LE PRESIDENT - Ne préjugeons de rien ! Je répondrai le moment venu, et explicitement, à cette

question.

QUESTION - Monsieur le Président, pour rester sur votre bilan européen, avec le recul, est-ce que vous ne regrettez pas d'être passé à côté d'un grand rendez-vous, il y a quelques années, qui était celui de l'élargissement aux dix nouveaux pays, et d'avoir finalement manifesté, contrairement à notre partenaire allemand, très peu d'appétence et d'enthousiasme pour cette réunification européenne ?

LE PRESIDENT - A quoi faites-vous allusion ? J'ai toujours été favorable à l'élargissement. J'ai même été l'un des militants pour les premiers élargissements qui avaient été évoqués. J'ai été en faveur de l'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie qui, d'ailleurs, m'ont toujours exprimé une grande et très amicale reconnaissance. Pouvez-vous préciser votre pensée ?

QUESTION - On n'a pas senti, au moment de l'entrée des dix pays... il y a eu les mots que vous avez pu prononcer...

LE PRESIDENT - Attendez, je crains que vous ne mélangiez les choses ! J'ai toujours été favorable à l'élargissement, pour une raison simple, que j'ai toujours développée : c'est que l'Europe, c'est d'abord et avant tout la paix et la liberté, la paix et la démocratie. L'Histoire nous enseigne que c'est ça l'Europe. A partir de là -je l'ai dit mille fois et depuis toujours- on ne peut pas choisir ceux que l'on inclut ou exclut de ce système de paix et de démocratie. On me l'a parfois reproché...

Vous faites allusion à un incident qui est tout à fait particulier. Au moment de la guerre en Irak, nous venions d'avoir un élargissement à certains pays de l'est européen, élargissement dont je m'étais félicité, mais qui, en deux heures, sur un coup de téléphone de Washington, ont apporté une approbation, sans même en référer à cette Europe dans laquelle ils venaient d'entrer. Alors, peut-être, de façon excessive, je veux bien le reconnaître, j'ai dit à ces partenaires que l'esprit européen, cela supposait, avant de prendre une décision très importante et qui, peu ou prou, pourrait engager l'ensemble de l'Europe, de commencer à en discuter. Nous avions quelques jours après une réunion, cela pouvait attendre. A ce moment-là, chacun aurait pu donner son avis et, finalement, prendre une position, quelle qu'elle soit.

C'est ce manque d'expérience que j'ai dénoncé, qui n'a aucun rapport avec l'élargissement. Je voudrais bien que vous ayez cela précisément dans l'esprit : j'ai toujours été favorable à l'élargissement.

QUESTION - Vous avez mentionné la libéralisation des services postaux. J'ai vu dans les conclusions que le Conseil avait demandé qu'on continue avec la libéralisation. Mais vous avez dit que la France aurait la garantie de pouvoir financer son service postal universel. Est-ce que vous pouvez nous donner d'autres détails sur ce compromis ?

LE PRESIDENT - Ce n'est pas un compromis, c'est une réalité. La décision a été adoptée par le Conseil des Ministres des Finances et n'est pas susceptible d'être remise en cause.

QUESTION - Pour les énergies renouvelables, l'objectif contraignant, vous vous en êtes félicité, est de 20% d'ici 2020. Quelle part prendra la France, puisque cet objectif européen reste à décliner entre les vingt-sept Etats membres, pour concourir à cet objectif, sachant que vous avez rappelé que notre pays est le premier producteur d'énergies renouvelables ?

LE PRESIDENT - La France développera et s'est engagée sur la voie du développement de toutes les énergies renouvelables. Donc elle poursuivra. Par conséquent, elle ne sera pas en défaut par rapport aux engagements qui ont été pris. Elle est, déjà, le premier pays producteur d'énergies renouvelables, et elle entend maintenir cette position.

Je vous remercie.